

Bordereau attestant l'exactitude des informations - NANTERRE - 9201 - Actes des sociétés (A) -
Dépôt le 19/07/2024 - 32148 - 1995 B 05010 - 350 300 117 - ARC SOCIETE DE
RECOUVREMENT DE CREANCES

A.R.C.

Société de Recouvrement de Créances

Société par actions simplifiée

Au capital social de 510.204 euros

Siège social : 102-104, avenue Edouard Vaillant, 92100 Boulogne-Billancourt

350 300 117 R.C.S. Nanterre

(ci-après la « **Société** »)

**PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES ASSOCIES
EN DATE DU 1^{er} JUILLET 2024**

L'an deux mille vingt-quatre, le premier juillet,

JMD FINANCES SERVICES, société à responsabilité limitée au capital de 8.231.000 euros, dont le siège social est situé au 102-104, avenue Edouard Vaillant, 92100 Boulogne-Billancourt, immatriculée au registre du commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 752 055 517 (« **JMD FINANCES SERVICES** »), représentée aux fins des présentes par son Gérant, Monsieur Denis Le Bossé,

agissant en qualité d'associé de la Société disposant seul de la totalité des droits de vote aux assemblées générales,

APRÈS AVOIR RAPPELÉ QUE :

Sur demande de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, la Société envisage de modifier ses statuts en vue de l'obtention de l'agrément prévu à l'article L. 54-11-4 et suivants du code monétaire et financier,

APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE

Des projets de nouveaux statuts de la Société,

A pris les décisions portant sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour

1. Modification des statuts
2. Pouvoir en vue des formalités,

EN PRESENCE DE

- Madame Kérine Tran, titulaire de 5.102 ADP dépourvues de droit de vote
- Madame Stéphanie Guidet, titulaire de 5.102 ADP dépourvues de droit de vote,

PREMIÈRE DÉCISION *Modification des statuts de la Société*

JMD FINANCES SERVICES

décide d'adopter les articles 13 (Président), 14 (Directeurs généraux, directeurs généraux délégués) et 15 (Comité de surveillance) des statuts de la Société comme suit :

« **Article 13 - Président** »

La société est représentée, dirigée et administrée par un président qui ne peut être qu'une personne physique, associée ou non de la société.

Une personne âgée de plus de 77 ans ne peut être président ; si le président en fonctions atteint cette limite d'âge en cours de mandat, il est réputé démissionnaire d'office lors de la plus proche réunion des associés et il doit mettre à l'ordre du jour de cette réunion la décision à prendre pour son remplacement.

Le premier président de la société est Monsieur LE BOSSE Denis, désigné pour une durée indéterminée. Par la suite, le président est désigné par décision collective des associés pour la durée qu'ils fixeront.

Le président sortant peut être nommé de nouveau à cette fonction.

Le président ne peut être révoqué que pour un motif grave et par décision collective prise à la majorité des 2/3 des voix des associés, en ce compris, les droits de vote attachés aux actions détenues par le président.

En l'absence de motif grave établi, la révocation du président donnera lieu au versement d'une indemnisation équitable à son profit.

En cas de décès ou d'empêchement du président, un président suppléant, désigné parmi les directeurs généraux et directeurs généraux délégués, assurera la présidence jusqu'à la nomination d'un nouveau président par décision collective. La durée du mandat du président suppléant ne pourra excéder un (1) an.

Le président suppléant sera le directeur général en exercice ou, à défaut, le directeur général délégué, désigné conformément aux stipulations de l'article 14 des présents statuts. En cas de pluralité de directeurs généraux et/ou directeurs généraux délégués, sera désigné président suppléant :

- le plus âgé d'entre eux au moment du décès ou de l'empêchement si cet événement survient une année paire ou
- le moins âgé d'entre eux au moment du décès ou de l'empêchement si cet événement survient une année impaire.

La rémunération et les remboursements de frais du président sont librement fixés par décision collective des associés de la société.

Toute modification de cette rémunération est également du domaine des décisions collectives des associés.

Le président est le représentant légal de la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social conformément aux règles légales et réglementaires applicables.

Il exerce tous les pouvoirs à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi ou par les présents statuts aux décisions collectives des associés telles qu'énoncées à l'article 17 des présents statuts.

Le président peut déléguer des pouvoirs spécifiques et délimités à toute personne de son choix ; il engage sa responsabilité pour toute décision prise par son mandataire.

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis par les articles L. 2323-62 et suivants du Code du Travail auprès du président.

Article 14 - Directeurs généraux, directeurs généraux délégués

Le président peut nommer un ou plusieurs directeur(s) général(aux) et/ou directeur(s) général(aux) délégué(s), associées de la société ou non.

Le(s) directeur(s) général(aux) sont investis des mêmes pouvoirs de direction et de représentation que le président, avec le cas échéant, les mêmes limitations.

Le(s) directeur(s) général(aux) délégué(s) sont investis des mêmes pouvoirs de représentation que le président, avec le cas échéant, les mêmes limitations. La nature et l'étendue de leurs pouvoirs de direction sont fixés par la décision qui les nomme.

La durée des fonctions du/des directeur(s) général(aux) et directeur(s) général(aux) délégué(s) est fixée par la décision qui le(s) nomme.

Le(s) directeur(s) général(aux) et directeur(s) général(aux) délégué(s) peuvent être révoqués à tout moment par le président.

En cas de décès, démission ou empêchement du président, le(s) directeur(s) général(aux) et directeur(s) général(aux) délégué(s) en fonctions conservent leurs fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

La rémunération du(des) directeur(s) général(aux) est fixée par décision du président.

Article 15 - Comité de surveillance

L'action du président et, le cas échéant, des directeurs généraux et/ou directeurs généraux délégués est contrôlée par un comité de surveillance, chargé notamment de :

- Superviser la stratégie globale et la gouvernance de la société,
- Contrôler la gestion de la société par les organes de direction,
- Examiner et valider les rapports trimestriels remis par le président,
- Faire effectuer les audits et contrôles qu'il estime nécessaires à la bonne administration de la société.

Le comité de surveillance rendra compte de ses diligences et travaux devant la collectivité des associés et pourra présenter à cette occasion des recommandations en vue d'améliorer la

DS
DLB

direction de la société et la gestion de son activité. Il pourra notamment proposer la révocation du président ou la nomination de directeurs généraux et/ou directeurs généraux délégués.

Les membres du comité de surveillance sont au nombre de quatre.

Le président est membre de droit du comité de surveillance.

Les trois autres membres sont nommés pour une durée de cinq (5) ans, renouvelable, par décision collective des associés et choisis, pour le premier, parmi les salariés de la société ou des sociétés qui lui sont liées (le « **Membre Salarié** ») et, pour les deux autres, parmi des personnes tierces à la société, ne présentant aucun lien de dépendance avec elle (les « **Membres Indépendants** ») et dont l'une au moins jouit d'une excellente réputation dans le domaine bancaire, en termes de compétence et de probité (les « **Membres Indépendants Qualifiés** »).

Le comité de surveillance est dirigé par un président qui est obligatoirement choisi parmi les Membres Indépendants Qualifiés. Le président du comité de surveillance dispose d'un droit de vote double ».

décide de remplacer les termes « actionnaire » ou « actionnaires » respectivement par « associé » ou « associés » aux articles 9 alinéas 2 et 3, 11 alinéa 9, 12-1 alinéa 2 et 8, 17 alinéa 12, 22 alinéa 4 des statuts.

DEUXIÈME DÉCISION

Pouvoir en vue des formalités

JMD FINANCES SERVICES confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres requises.

De tout ceci, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par JMD FINANCES SERVICES et le Président.

DocuSigned by:

9F616D2B6E5F459...
JMD FINANCES SERVICES
Représenté par :
Monsieur Denis Le Bossé

DocuSigned by:

9F616D2B6E5F459...
Le Président de la Société
Monsieur Denis Le Bossé

A.R.C.

Société de Recouvrement de Créances

Société par actions simplifiée

Au capital de 510.204 euros

Siège social : 102-104 avenue Edouard Vaillant, 92100 Boulogne Billancourt

350 300 117 RCS Nanterre

(ci-après la "**Société**")

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT

EN DATE DU 1^{er} JUILLET 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le premier juillet à 18h,

Monsieur Denis Le Bossé, agissant en qualité de président de la Société (le "**Président**"),

Après avoir rappelé que :

- Madame Kérine Tran et Madame Stéphanie Guidet sont salariées de la société JMD Finances Services, société à responsabilité limitée, immatriculée sous le SIREN 752055517, dont le siège social est situé 102-104 avenue Edouard Vaillant, 92100 Boulogne Billancourt ;
- La société JMD Finances Services est l'associé unique de la Société ;
- Que, conformément aux contrats de travail susvisés, Madame Kérine Tran et Madame Stéphanie Guidet peuvent exercer un mandat social auprès de filiales la société JMD Finances Services.

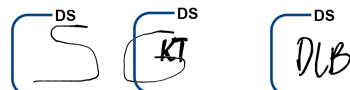
A adopté les décisions décrites ci-dessous, portant sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- 1.** Nomination de Madame Kérine Tran en qualité de directrice générale ;
- 2.** Nomination de Madame Stéphanie Guidet en qualité de directrice générale ;
- 3.** Pouvoir pour formalités.

EN PRESENCE DE

- Madame Kérine Tran
- Madame Stéphanie Guidet

DS DS DS


PREMIERE DECISION

Nomination de Madame Kérine Tran en qualité de directrice générale

Conformément à l'article 14 des statuts de la Société, le Président **nomme** Madame Kérine Tran, de nationalité française, née le 11 octobre 1978, à Paris, demeurant au 133 rue du Château, 92100 Boulogne Billancourt, en qualité de directrice générale de la Société, pour une durée illimitée.

Ce mandat social ne fera pas l'objet d'une rémunération spécifique.

Intervenant aux présentes, Madame Kérine Tran **déclare** accepter ces fonctions et n'être frappée d'aucune interdiction ou déchéance susceptible de l'empêcher de les exercer.

Pour l'exercice de ses fonctions de directrice générale, Madame Kérine Tran est investie des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de son objet social défini par les statuts.

DEUXIEME DECISION

Nomination de Madame Stéphanie Guidet en qualité de directrice générale

Conformément à l'article 14 des statuts de la Société, le Président **nomme** Madame Stéphanie Guidet, de nationalité française, née le 13 décembre 1973, à Champigny-sur-Marne, demeurant au 12, rue de Berry, 91160 Longjumeau, en qualité de directrice générale de la Société, pour une durée illimitée.

Ce mandat social ne fera pas l'objet d'une rémunération spécifique.

Intervenant aux présentes, Madame Stéphanie Guidet **déclare** accepter ces fonctions et n'être frappée d'aucune interdiction ou déchéance susceptible de l'empêcher de les exercer.

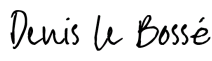
Pour l'exercice de ses fonctions de directrice générale, Madame Stéphanie Guidet est investie des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de son objet social défini par les statuts.

TROISIÈME DÉCISION

Pouvoir pour formalités

Le Président **décide** de conférer tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet de procéder à toutes les formalités prescrites par la loi relativement à l'une ou plusieurs des décisions adoptées par le Président.

* * *

DocuSigned by:

3F010D2B0E5F459...
Le Président
Monsieur Denis le Bossé

DS


DS


DS


DocuSigned by:

Kérine Tran

3F86D0054DDC4A2...

Madame Kérine Tran

(précédé de la mention manuscrite « bon pour acceptation des fonctions de directrice générale »)

DocuSigned by:

SG

CF8FF24A03EC47E...

Madame Stéphanie Guidet

(précédé de la mention manuscrite « bon pour acceptation des fonctions de directrice générale »)

DS
DLB

DS
KT

DS
SG

A.R.C.

Société de Recouvrement de Créances

Société par actions simplifiée au capital de 510.204 Euros

Siège social : 102-104 avenue Edouard Vaillant - 92100 BOULOGNE BILLANCOURT

350 300 117 RCS Nanterre

S T A T U T S

Mis à jour en date du 1^{er} juillet 2024

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

DocuSigned by:

Denis Le Bosse

9F616D2B6E5F459...

Denis LE BOSSE

Président

Article 1 - Forme

Il est institué entre les propriétaires des actions ci-après créées et de toutes celles qui pourront être créées par la suite, une société par actions simplifiée. Elle est régie par les présents statuts et par les seules dispositions du Code de commerce et du décret du 23 mars 1967 qui lui sont applicables.

Il est expressément précisé que la société peut, à tout moment au cours de la vie sociale, ne compter qu'un seul associé personne physique ou personne morale.

La société ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

Article 2 - Objet

La Société a pour objet :

- L'étude, la réalisation, la promotion, le recouvrement de créances sous toutes ses formes, les renseignements financiers et commerciaux, la formation, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes.
- La participation de la société à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes notamment aux entreprises et sociétés dont l'objet serait de nature à favoriser le développement du patrimoine social et ce, par tous moyens notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, d'alliances ou sociétés en participation ou G.I.E. Dans le cadre de la gestion des fonds lui appartenant, la société pourra également être associée ou prendre des participations dans toute société civile immobilière.
- Ces activités pouvant être exercées directement ou indirectement et notamment par voie de création de nouveaux établissements, d'apport, de prise en location-gérance. Et d'une manière plus générale, toutes opérations financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet de la société ou à des objets connexes et susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation.

Article 3 - Dénomination

La société a pour dénomination :

A.R.C. SOCIETE DE RECOUVREMENT DE CREANCES

Sur tous actes ou sur tous documents émanant de la société et destinés aux tiers, il sera indiqué la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social.

Article 4 - Siège social

Le siège de la société est fixé au :

102-104 avenue Edouard Vaillant - 92100 BOULOGNE BILLANCOURT

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du président. Tout transfert hors de France nécessite une décision unanime des associés.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Article 6 - Apports

Lors de la constitution de la société, sous la forme de SARL, il a été apporté une somme de 50.000 francs entièrement libérée et en numéraire.

Le 14 mai 2001, après diverses augmentations de capital, le capital social, fixé à 1.115.126,90 FF, a été converti à 170.000 Euros.

Le 15 novembre 2002, le capital social a été augmenté d'une somme de 53.000 Euros par prélèvement sur le compte « Autres réserves », pour le porter à 223.000 Euros.

Le 3 avril 2013, la valeur nominale des actions a été ramenée de 22,30 Euros à 1 Euro. Le capital, fixé à 223.000 Euros, est désormais divisé en 223.000 actions de 1 Euro.

Le 3 avril 2013, le capital social a été augmenté d'une somme de 277.000 Euros par prélèvement sur le compte « Autres réserves », et par création de 277.000 actions de 1 Euro de nominal, pour le porter à 500.000 Euros.

Par décisions en date du 21 décembre 2023, le Président a décidé, conformément à la délégation de compétence conférée par décisions de l'associé unique de la Société en date du 15 décembre 2022, de constater la réalisation d'une augmentation du capital social de la Société d'un montant de dix mille deux cent quatre (10.204) euros pour le porter d'un montant de cinq cent mille (500.000) euros à un montant de cinq cent dix mille deux cent quatre (510.204) euros par création de dix mille deux cent quatre actions de préférence d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune, résultant de l'attribution définitive de dix mille deux cent quatre (10.204) actions de préférences attribuées gratuitement par décisions du Président en date du 15 décembre 2022.

Article 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de cinq cent dix mille deux cent quatre (510.204) euros.

Il est divisé en cinq cent mille (500.000) actions ordinaires d'un (1) euro de nominal, souscrites en totalité et intégralement libérées ; et de dix mille deux cent quatre (10.204) actions de préférence d'un (1) euro chacune de valeur nominale, souscrites en totalité et intégralement libérées.

Article 8 - Modification du capital

Au cours de la vie sociale, des modifications peuvent être apportées au capital social, dans les limites prévues par la loi, par décision des associés selon les modalités prévues à l'article 17 des présents statuts.

En cas d'augmentation de capital en numéraire, le capital ancien doit au préalable, être intégralement libéré. Les associés peuvent déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser conformément aux dispositions législatives et réglementaires, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

La réduction du capital est autorisée par décision des associés dans les cas et aux conditions prévus par la loi; les associés peuvent déléguer tous pouvoirs au président à l'effet de la réaliser.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce

minimum, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme que la SAS ou la société anonyme.

Article 9 - Libération des actions

Le montant des actions à souscrire en numéraire est payable au siège social ou aux caisses désignées à cet effet, à savoir lors de la constitution, la moitié au moins et lors des augmentations de capital, un quart au moins à la souscription et, le cas échéant, la totalité de la prime d'émission; le solde restant à verser est appelé par le président aux conditions et modalités qu'il fixera, sans que la libération intégrale des actions puisse excéder un délai maximal de cinq ans.

Les appels de fonds sont effectués par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à chaque associé, trente jours au moins à l'avance.

A défaut par l'associé de se libérer aux époques fixées par le président, les sommes exigibles sur le montant des actions souscrites par lui portent intérêt de plein droit en faveur de la société au taux de l'intérêt légal à compter de l'expiration du mois qui suit la date de l'exigibilité, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice ou d'une mise en demeure. De plus, pour obtenir le versement desdites sommes, la société dispose du droit d'exécution, du recours en garantie et des sanctions prévues par le Code de commerce. Ainsi l'associé qui ne se sera pas exécuté après une mise en demeure sera privé du droit de vote.

Article 10 - Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives ; elles donnent lieu à une inscription au compte de leur propriétaire dans les conditions et selon les modalités prévues par les textes en vigueur.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires du compte. Tout associé peut demander à la société une attestation d'inscription en compte.

Article 11 - Transmission des actions

Les actions sont transmissibles à l'égard de la société et des tiers par virement de compte à compte.

Sous réserve de l'article 12.3(c) relatif au transfert des ADP, toute transmission et cession d'actions à un tiers non associé (ou à un ou plusieurs héritiers) est soumise à l'agrément préalable du président. Les cessions à un associé sont libres.

L'agrément, quand il existe, concerne toute opération à titre gratuit ou onéreux entraînant transfert de la propriété ou de la propriété démembrée des actions quelle qu'en soit sa qualification, y compris celle qui emporte transmission universelle du patrimoine (fusion, succession).

L'agrément s'applique aux cessions de droits d'attribution d'actions gratuites en cas d'incorporation au capital de bénéfices ou réserves ou primes d'émission ou de fusion.

L'agrément ne joue pas envers le bénéficiaire (cessionnaire ou attributaire) de droits de souscription liés à une augmentation de capital en numéraire ou par apport en nature; l'agrément résulte de la procédure d'augmentation de capital arrêtée par les associés.

Pour les opérations donnant lieu à agrément, une demande sera faite en indiquant les qualités du bénéficiaire potentiel (nom, prénom, domicile ou dénomination, siège, capital, RCS), la nature de l'opération projetée, le nombre d'actions dont le transfert est envisagé et leur prix ou la valeur retenue pour l'opération; en cas de transmission suite au décès de l'associé, les ayants droit devront justifier de leur qualité d'héritier (certificat d'hérédité, notoriété) et de conjoint commun ou non en biens, selon le cas.

Cette demande est notifiée à la société par tout moyen sous réserve d'obtenir une date opposable à la société. Au vu de cette demande, le président de la société dispose d'un délai maximum de trois mois (date à date) pour

agréer ou non la personne désignée ; il notifie sa décision au demandeur. A défaut de réponse du président dans le délai de trois mois à compter de la date de la demande faite, l'agrément sera acquis et l'opération envisagée pourra se réaliser.

En cas de refus d'agrément tacite ou dûment notifié, le demandeur peut renoncer à l'opération dès lors que la nature de l'opération le permet (la renonciation ne pouvant intervenir par exemple en cas de transmission par décès).

Si la société n'agréé pas la personne désignée, le président est tenu dans le délai de trois mois à compter de la notification de refus, de faire acquérir les actions soit par un associé, soit par un tiers, soit, avec le consentement du titulaire des actions transférées, par la société en vue d'une réduction de capital. A défaut d'accord entre les parties, le prix des actions est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Au vu du rapport d'expertise, chaque partie peut se désister à condition de le faire connaître à l'autre dans les quinze jours du dépôt du rapport de l'expert désigné.

Si, à l'expiration du délai de trois mois prévu à l'alinéa précédent, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné, à moins que le demandeur n'ait renoncé à son projet si la nature de l'opération le permet. En cas d'acquisition par la société et en vue de régulariser le transfert de propriété des actions au profit du ou des acquéreurs, le demandeur devenu cédant sera invité par le président à signer l'ordre de mouvement correspondant dans le bref délai qu'il fixera. A défaut de signature de ce document dans le délai imparti, la cession sera réalisée d'office sur signature de ce document par le président, puis sera notifiée au cédant avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession.

En cas d'acquisition par la société de ses propres actions, celle-ci est tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler.

La présente clause d'agrément est inapplicable en cas de réunion de toutes les actions en une seule main.

Nantissement : Lorsque la société par l'intermédiaire de son président a donné son accord à un projet de nantissement d'actions, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des titres gagés en application de l'article 2078 du code civil.

Article 12 - Droits et obligations attachés aux actions

12. 1 – Droits et obligations communs à toutes les actions

Sous réserve des stipulations de l'article 12.3, chaque action donne droit dans la propriété de l'actif social et dans le partage du boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente.

Les associés ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions régulières des associés.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre ; en conséquence, en cas de cession, les dividendes échus et non payés et les dividendes à échoir resteront, sauf clause contraire, attachés aux actions cédées et reviendront au cessionnaire.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, dès lors que ses titres sont inscrits à un compte ouvert à son nom, sous réserve des droits politiques attachés aux ADP.

Sous réserve des droits pécuniaires attachés aux ADP, toute action donne droit, en cours de société comme en cas de liquidation, au règlement de la même somme nette pour toute répartition ou tout remboursement, de sorte qu'il sera, le cas échéant, fait masse entre toutes les actions indistinctement de toute exonération fiscale comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société.

A l'égard de la société, les actions sont indivisibles. Les copropriétaires d'actions sont tenus de se faire représenter pour chaque consultation par un seul d'entre eux ou par un mandataire pris en la personne d'un autre

associé; en cas de désaccord, le mandataire est désigné par le président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Tout associé indivis peut exercer l'information prévue par les présents statuts (article 19).

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement, d'attribution de titres, d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou de toute autre opération sociale, les propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre de titres nécessaires.

12. 2 – Droits et obligations attachés aux actions ordinaires

Toute action ordinaire de la société donne le droit à une voix dans les décisions collectives prises par les associés de la société.

Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres remis en gage.

En cas de démembrement du droit de propriété de l'action, le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'approbation des comptes et l'affectation des résultats où le droit de vote est exercé par l'usufruitier. Le droit d'information prévu par l'article 19 des présents statuts est exercé par le nu-propriétaire et l'usufruitier.

12. 3 – Droits et obligations communs aux actions de préférence

Les actions de préférence (« **ADP** ») sont des actions de préférence au sens de l'article L. 228-11 du Code de commerce. Les droits et obligations attachés à l'action la suivent dans quelque main qu'elle passe.

a. Droits politiques

Les ADP ne disposent pas de droit de vote lors des décisions collectives des associés de la société.

b. Droits pécuniaires

Sans préjudice des dispositions prévues à l'article L. 232-15 du Code de commerce, chaque ADP donnera droit, pour un exercice donné au versement d'un dividende d'un montant calculé comme suit :

« **Dividende Préférentiel** » = (dividende ordinaire distribué au titre de l'exercice donné / nombre d'actions émises par la Société) x 1,5

Les ADP donneront droit au Dividende Préférentiel, pour la première fois au titre de l'exercice clos le 31 décembre de l'année calendaire suivant leur date d'acquisition.

Dans l'hypothèse où, pour quelque raison que ce soit, il ne serait procédé, au cours d'un exercice donné, à aucune distribution, le montant du Dividende Préférentiel sera égal à zéro.

Les ADP ne donneront droit au versement d'aucune distribution par la société autre que le Dividende Préférentiel (sous réserve de l'existence de sommes distribuables).

c. Transfert des ADP

Tout Transfert d'ADP entraînera le transfert de tous les droits attachés auxdites ADP, ce Transfert intervenant selon les formes requises par la loi.

Les ADP sont cessibles conformément (i) aux dispositions des statuts de la société et (ii) à tout engagement contractuel conclu par les titulaires d'ADP et régissant les rapports entre associés de la société.

d. Protection des porteurs d'ADP

Les titulaires d'ADP seront constitués en assemblée spéciale soumise aux règles de quorum et majorité de l'article L. 225-99 du Code de commerce (l'« **Assemblée Spéciale** »).

Chaque Assemblée Spéciale réunit tous les titulaires d'ADP de cette catégorie d'actions.

Aucune décision concernant la modification des droits attachés aux ADP ne peut être valablement prise sans l'accord de l'Assemblée Spéciale, de même que toutes modifications statutaires affectant lesdits droits ainsi que toute réduction de capital motivée par des pertes dont il serait prévu qu'elle soit imputée sur tout ou partie des actions de préférence.

Chaque Assemblée Spéciale se réunit et délibère dans les mêmes formes et les mêmes délais que la collectivité des associés, conformément à l'article 18 des statuts de la société.

Le maintien des droits particuliers conférés aux titulaires d'ADP est assuré conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables pour toute modification juridique susceptible d'affecter ces droits, en particulier :

- conformément à l'article L. 225-99 alinéa 2 du Code de commerce, la décision de la collectivité des associés de la société de modifier les droits des titulaires d'ADP ne sera définitive qu'après approbation par l'Assemblée Spéciale ;
- conformément à l'article L. 228-17 du Code de commerce, en cas de fusion ou de scission, les ADP pourront être échangées contre des actions des sociétés bénéficiaires du transfert de patrimoine comportant des droits particuliers équivalents ou selon une parité d'échange spécifique tenant compte des droits particuliers abandonnés, et, en l'absence d'échange contre des actions conférant des droits particuliers équivalents, la fusion ou la scission sera soumise à l'approbation de l'Assemblée Spéciale.

Dans l'hypothèse où la société émettrait ultérieurement de nouvelles catégories d'actions de préférence jouissant des mêmes droits et entièrement assimilables aux ADP, et sous réserve de l'accord préalable de l'Assemblée Spéciale des titulaires d'ADP, elle pourra unifier, pour l'ensemble de ces actions de préférence, catégorie par catégorie, leur régime juridique applicable, auquel cas toutes ces actions de préférence seront régies par les mêmes termes et conditions et l'ensemble des porteurs de ces titres seront groupés en une masse unique.

Article 13 - Président

La société est représentée, dirigée et administrée par un président qui ne peut être qu'une personne physique, associée ou non de la société.

Une personne âgée de plus de 77 ans ne peut être président ; si le président en fonctions atteint cette limite d'âge en cours de mandat, il est réputé démissionnaire d'office lors de la plus proche réunion des associés et il doit mettre à l'ordre du jour de cette réunion la décision à prendre pour son remplacement.

Le premier président de la société est Monsieur LE BOSSE Denis, désigné pour une durée indéterminée. Par la suite, le président est désigné par décision collective des associés pour la durée qu'ils fixeront.

Le président sortant peut être nommé de nouveau à cette fonction.

Le président ne peut être révoqué que pour un motif grave et par décision collective prise à la majorité des 2/3 des voix des associés, en ce compris, les droits de vote attachés aux actions détenues par le président.

En l'absence de motif grave établi, la révocation du président donnera lieu au versement d'une indemnisation équitable à son profit.

En cas de décès ou d'empêchement du président, un président suppléant, désigné parmi les directeurs généraux et directeurs généraux délégués, assurera la présidence jusqu'à la nomination d'un nouveau président par décision collective. La durée du mandat du président suppléant ne pourra excéder un (1) an.

Le président suppléant sera le directeur général en exercice ou, à défaut, le directeur général délégué, désigné conformément aux stipulations de l'article 14 des présents statuts. En cas de pluralité de directeurs généraux et/ou directeurs généraux délégués, sera désigné président suppléant :

- le plus âgé d'entre eux au moment du décès ou de l'empêchement si cet événement survient une année paire ou
- le moins âgé d'entre eux au moment du décès ou de l'empêchement si cet événement survient une année impaire.

La rémunération et les remboursements de frais du président sont librement fixés par décision collective des associés de la société.

Toute modification de cette rémunération est également du domaine des décisions collectives des associés.

Le président est le représentant légal de la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social conformément aux règles légales et réglementaires applicables.

Il exerce tous les pouvoirs à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi ou par les présents statuts aux décisions collectives des associés telles qu'énoncées à l'article 17 des présents statuts.

Le président peut déléguer des pouvoirs spécifiques et délimités à toute personne de son choix ; il engage sa responsabilité pour toute décision prise par son mandataire.

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis par les articles L. 2323-62 et suivants du Code du Travail auprès du président.

Article 14 - Directeurs généraux, directeurs généraux délégués

Le président peut nommer un ou plusieurs directeur(s) général(aux) et/ou directeur(s) général(aux) délégué(s), associées de la société ou non.

Le(s) directeur(s) général(aux) sont investis des mêmes pouvoirs de direction et de représentation que le président, avec le cas échéant, les mêmes limitations.

Le(s) directeur(s) général(aux) délégué(s) sont investis des mêmes pouvoirs de représentation que le président, avec le cas échéant, les mêmes limitations. La nature et l'étendue de leurs pouvoirs de direction sont fixés par la décision qui les nomme.

La durée des fonctions du/des directeur(s) général(aux) et directeur(s) général(aux) délégué(s) est fixée par la décision qui le(s) nomme.

Le(s) directeur(s) général(aux) et directeur(s) général(aux) délégué(s) peuvent être révoqués à tout moment par le président.

En cas de décès, démission ou empêchement du président, le(s) directeur(s) général(aux) et directeur(s) général(aux) délégué(s) en fonctions conservent leurs fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

La rémunération du(des) directeur(s) général(aux) est fixée par décision du président.

Article 15 - Comité de surveillance

L'action du président et, le cas échéant, des directeurs généraux et/ou directeurs généraux délégués est contrôlée par un comité de surveillance, chargé notamment de :

- Superviser la stratégie globale et la gouvernance de la société,
- Contrôler la gestion de la société par les organes de direction,

- Examiner et valider les rapports trimestriels remis par le président,
- Faire effectuer les audits et contrôles qu'il estime nécessaires à la bonne administration de la société.

Le comité de surveillance rendra compte de ses diligences et travaux devant la collectivité des associés et pourra présenter à cette occasion des recommandations en vue d'améliorer la direction de la société et la gestion de son activité. Il pourra notamment proposer la révocation du président ou la nomination de directeurs généraux et/ou directeurs généraux délégués.

Les membres du comité de surveillance sont au nombre de quatre.

Le président est membre de droit du comité de surveillance.

Les trois autres membres sont nommés pour une durée de cinq (5) ans, renouvelable, par décision collective des associés et choisis, pour le premier, parmi les salariés de la société ou des sociétés qui lui sont liées (le « **Membre Salarié** ») et, pour les deux autres, parmi des personnes tierces à la société, ne présentant aucun lien de dépendance avec elle (les « **Membres Indépendants** ») et dont l'une au moins jouit d'une excellente réputation dans le domaine bancaire, en termes de compétence et de probité (les « **Membres Indépendants Qualifiés** »).

Le comité de surveillance est dirigé par un président qui est obligatoirement choisi parmi les Membres Indépendants Qualifiés. Le président du comité de surveillance dispose d'un droit de vote double.

Article 16 - Conventions réglementées

Toute convention intervenue directement ou par personne interposée entre la société et son président ou son directeur général donnera lieu à l'établissement d'un rapport par le commissaire aux comptes. Echappent à ces dispositions les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Le président et le directeur général doivent aviser le commissaire aux comptes des conventions intervenues ; cette information sera donnée suite à la demande qui sera faite par le commissaire aux comptes et en toute hypothèse au plus tard lorsque les comptes annuels sont transmis au commissaire aux comptes.

Les associés statuent sur ce rapport chaque année lors de l'approbation des comptes, l'associé intéressé ne prenant pas part au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société. En présence d'un associé unique, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant.

Article 17 - Décisions des associés

Les décisions qui doivent être prises collectivement par les associés tant en vertu de la loi que des présents statuts sont celles qui concernent :

- l'augmentation, l'amortissement ou la réduction de capital ;
- la fusion, la scission ou la dissolution de la société ainsi que toutes les règles relatives à la liquidation et aux pouvoirs du liquidateur ;
- la prorogation de la durée de la société ;
- la modification de dispositions statutaires à l'exception du pouvoir du président en matière de changement de siège selon l'article 4 ;
- la nomination, la révocation et la rémunération du président ainsi qu'il est prévu aux articles 13 et 14 ;
- la nomination des commissaires aux comptes au cours de la vie sociale;

- l'approbation ou le refus des conventions réglementées selon la procédure de l'article 16 ;
- les comptes annuels et les bénéfices. A cet égard, au moins une fois par an et dans les 6 mois de la clôture de l'exercice social, les associés sont consultés pour statuer sur les comptes annuels.

Toute autre décision relève du pouvoir du président.

Les décisions autres que celles où la loi ou les présents statuts imposent l'unanimité sont prises à la majorité absolue des voix des associés, à l'exception des décisions ayant trait à la révocation du dirigeant (2/3 des voix).

Pour tous les domaines d'interventions énoncés ci-avant, les décisions des associés sont prises dans les formes et selon les modalités prévues par le président.

Elles peuvent résulter d'une réunion des associés, d'une consultation écrite, de la signature d'un acte ou d'une convention ou de tout moyen apportant une sécurité comparable.

La décision de consulter les associés appartient au président sauf le droit pour le commissaire aux comptes de convoquer une assemblée en cas de carence du président et après l'avoir mis en demeure de le faire.

Le président est autorisé à utiliser tout support électronique, télématique ou autre dont la production serait admise à titre de preuve envers les tiers et les administrations; ces supports seront admis tant pour la consultation des associés que pour la justification de celle-ci envers les tiers.

A cet égard, il appartient au président d'apprécier sous sa responsabilité si le moyen de consultation retenu offre des garanties suffisantes de preuve et permet, si besoin, d'effectuer les formalités inhérentes à la décision prise.

Pour le décompte de la majorité, sont retenus les votes par mandataire régulièrement désigné, quand le mandat est admis; les abstentions, les bulletins blancs ou nuls ne sont pas retenus pour le calcul de la majorité.

En principe, chaque associé participe personnellement au vote. Toutefois, pour les assemblées, il peut désigner un mandataire en la personne de son conjoint à moins que la société ne comprenne que les deux époux, ou par un autre associé. Le mandat est donné pour l'ensemble des décisions à prendre au cours d'une assemblée.

En cas de consultation écrite, l'associé vote personnellement.

Pour tes décisions prises dans un acte, l'associé peut être représenté par toute personne de son choix dès lors que le mandat est régulier et spécial.

Une décision unanime des associés est exigée pour :

- toute augmentation des engagements d'un associé et notamment l'augmentation de la valeur no-nominale des actions sauf par voie d'incorporation de réserve, la transformation de la SAS en une société en nom collectif, l'adoption d'un capital variable;
- l'adoption ou la modification de clauses relatives à l'agrément de la société pour les transferts d'actions (art. 11 des présents statuts), l'inaliénabilité temporaire des actions, l'exclusion d'un associé,
- l'obligation pour un associé de céder ses actions, le tout conformément à l'article L. 227-19 du Code de commerce.

Article 18 - Modalités pratiques de consultation

a) Assemblées

Les associés sont réunis en assemblée sur convocation du président ou en cas de carence sur celle du commissaire aux comptes ainsi qu'il est prévu à l'article 17. Le commissaire aux comptes est convoqué à toute assemblée.

L'auteur de la convocation choisit le mode de convocation qu'il considère comme le mieux adapté et il fixe l'ordre du jour; il donne connaissance aux associés par tout moyen approprié des résolutions devant être prises. L'assemblée est réunie au siège social ou en tout autre lieu, suivant les indications figurant dans la convocation.

Le délai entre la convocation et la tenue de l'assemblée est de 15 jours. Tout associé non présent physiquement peut exercer son droit de vote par mandataire ainsi qu'il est indiqué à l'article 17.

L'assemblée est présidée par le président associé de la société ou à défaut par l'associé présent ou représenté détenant le plus grand nombre d'actions sous réserve qu'il accepte cette fonction ; le président peut se faire assister d'un secrétaire de son choix.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui mentionne sous la responsabilité du président les éléments nécessaires à l'information des associés et des tiers et notamment le sens du vote intervenu résolution par résolution.

Ce procès-verbal est établi et signé par le président sur un registre spécial tenu au siège social, coté et paraphé.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité et paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Les copies ou extraits de délibération des associés sont valablement certifiés conformes par le président.

b) Consultation écrite

En cas de consultation écrite à l'initiative du président, il adresse dans les formes qu'il considère les mieux adaptées, le texte des résolutions proposées, ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés et notamment ceux visés à l'article 19. Le commissaire aux comptes est préalablement informé de toute consultation écrite et du texte des résolutions proposées.

Ces associés disposent d'un délai de 7 jours à compter de la réception des projets de résolution pour émettre leur vote; le vote peut être émis par tous moyens. Lorsque le document ou le support n'exprime pas un vote précis pour une ou plusieurs résolutions, l'associé sera présumé s'être abstenu.

En cas de vote par télécopie, celle-ci sera datée, paraphée au bas de chaque page et signée sur la dernière page par l'associé qui l'émet. Pour qu'une télécopie soit admise comme exprimant un vote, il convient que pour chaque décision, un vote par "oui" ou par "non" soit nettement exprimé ; à défaut l'associé sera considéré comme s'abstenant. Dès réception, les télécopies sont paraphées et signées par le président qui les annexe au procès-verbal de la consultation.

L'associé qui retient ce mode d'expression ne peut en aucun cas rendre responsable la société de tout incident technique lié au transfert des télécopies; le principe demeure que chaque associé participe personnellement à la consultation, ces modes d'expression n'étant que des moyens facilitant leur manifestation.

Tout associé qui n'aura pas voté dans le délai prévu ci-avant sera considéré comme ayant voulu s'abstenir.

Le président établira un procès-verbal faisant état des différentes phases de la consultation et sur lequel sera porté le vote de chaque associé ou le défaut de réponse ; les supports matériels de la réponse des associés quand ils existent seront annexés au procès-verbal.

c) Actes

Les associés, à la demande du président, prennent les décisions dans un acte; l'apposition des signatures et paraphes de tous les associés sur ce document unique vaut prise de décision.

Le commissaire aux comptes est tenu informé des projets d'acte emportant prise de décision; une copie de l'acte projeté lui est adressée sur simple demande.

Cet acte devra contenir les conditions d'informations préalables des associés et, s'il y a lieu, les documents nécessaires ou sur lesquels portent les décisions à prendre; la nature précise de la décision à adopter; l'identité (nom, prénoms, domicile) de chacun des signataires du document. L'original de cet acte, s'il est sous seing privé, reste en possession de la société pour être enliassé dans le registre des procès-verbaux.

Cette décision est mentionnée à sa date dans le registre des procès-verbaux en indiquant la date, la nature, l'objet de l'acte, les noms et prénoms de tous les signataires de cet acte. Pour les besoins des tiers ou des formalités, le président établit des copies certifiées conformes de cet acte.

Article 19 - Information des associés

Pour chaque consultation des associés qui donne lieu à l'établissement d'un rapport du commissaire aux comptes et/ou à un rapport du président, copies de ces documents sont adressées aux associés lorsque la consultation n'a pas lieu par voie de réunion des associés.

Pour les consultations annuelles ayant trait aux comptes sociaux, les associés peuvent, 7 jours avant la date prévue, prendre connaissance au siège social de l'inventaire, des comptes annuels, des comptes consolidés s'il en est établi, du ou des rapports des commissaires aux comptes s'il y a lieu.

Le droit de consulter emporte celui de prendre copie sauf pour l'inventaire ; des frais de copie peuvent être réclamés par la société.

Il appartient au président d'assurer aux associés une information loyale dans le cadre des décisions qu'ils ont à prendre.

Article 20 - Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} juillet de chaque année et finit le 30 juin de l'année suivante.

Article 21 - établissement des comptes sociaux

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et les comptes annuels (bilan, compte de résultat, annexe) en se conformant aux dispositions légales ou réglementaires applicables en ce domaine. Il établit un rapport de gestion en vertu des dispositions légales et réglementaires s'il y a lieu.

Article 22 - Approbation des comptes sociaux et affectation des résultats

Une décision collective des associés approuve les comptes, sur rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu dans un délai de 6 mois à compter de la clôture de l'exercice.

Elle se prononce également sur l'affectation à donner au résultat de cet exercice. Cette décision peut être prise en assemblée, par consultation écrite ou dans un acte au choix du président et sous réserve d'une information des associés conformément à l'article 19 des statuts.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est fait un prélèvement de 5% au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve dit « réserve légale ». Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la « réserve légale » est descendue au-dessous de cette fraction.

Les associés décident souverainement de l'affectation du solde du bénéfice augmenté, le cas échéant, des reports bénéficiaires antérieurs; ils déterminent notamment la part attribuée aux associés sous forme de dividende, en conformité avec les stipulations des articles 12.2 et 12.3.

Les associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition.

Les dividendes des actions sont payés aux époques et lieux fixés par l'assemblée dans un délai maximal de neuf mois à compter de la date de l'assemblée qui les détermine.

Article 23 - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu de consulter les associés dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. La résolution adoptée par les associés est publiée et donne lieu à l'accomplissement des formalités réglementaires.

A défaut de consultation des associés, la dissolution éventuelle pourra être demandée dans les conditions prévues à l'article L. 225-248 du Code de commerce.

Pour le cas où la dissolution n'est pas prononcée, la procédure de régularisation aura lieu conformément aux prescriptions de l'article L. 225-248 du Code de commerce.

Article 24 - Dépôt de fonds par les associés

Chaque associé peut, avec le consentement de la présidence, verser dans la caisse sociale, les fonds dont la société a besoin. Les conditions d'intérêt et de retrait de ces avances sont déterminées en accord avec les associés prêteurs et la direction de la société.

Article 25 - Dissolution - Liquidation

A toute époque et en toutes circonstances, une décision des associés peut prononcer la dissolution anticipée de la société. Six mois au moins, avant la date d'expiration de la durée de la société, le président convoque les associés à l'effet de décider si la société doit être prorogée ou non.

La dissolution pourra également intervenir par décision judiciaire dans les cas prévus par la loi.

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, les associés, sur la proposition du président, règlent le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs, dont ils déterminent les pouvoirs.

La nomination des liquidateurs met fin aux pouvoirs du président et de tous mandataires, ainsi que des commissaires aux comptes.

En présence d'un associé unique, la dissolution de la société décidée par celui-ci entraînera transmission universelle du patrimoine de la société à l'associé unique sans qu'il y ait lieu à liquidation. Cette transmission et l'exercice éventuel des droits des créanciers auront lieu conformément aux articles 1844-5 et 1844-8 modifiés du code civil.

Article 26 - Commissaires aux comptes

L'associé unique ou la collectivité des associés désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

Lorsque la désignation d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à l'associé unique ou à la collectivité des associés, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, s'il ou si elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Article 27 - Arbitrage

Toutes les contestations relatives aux affaires sociales ainsi que toutes celles entre associés et la société ou entre associés et le président sont soumises à arbitrage dans les conditions ci-après.

L'une ou l'autre des parties notifiera par lettre recommandée à l'autre, l'intention de se prévaloir de la présente clause d'arbitrage suite au différend constaté. Les parties peuvent désigner d'un commun accord un arbitre unique qui aura les mêmes prérogatives et pouvoirs que le tribunal arbitral prévu ci-après.

A défaut de choix d'un arbitre unique, chacune des parties nommera dans les plus brefs délais un arbitre; notification de ce choix sera faite à l'autre partie.

Les deux arbitres ainsi désignés désigneront un troisième arbitre; si ces deux arbitres ne peuvent se mettre d'accord pour désigner un troisième arbitre, celui-ci sera désigné par le président du tribunal de commerce du siège social, à la requête de la partie la plus diligente.

Le tribunal arbitral statuera dans un délai de 3 mois à compter du jour où il aura été définitivement constitué.

Le tribunal arbitral statuera en amiable compositeur et en dernier ressort, les parties renoncent à la voie d'appel à rencontre de la sentence.

Les premiers frais d'arbitrage seront supportés par moitié. Le tribunal arbitral décidera des modalités définitives de répartition des frais ou leur mise à charge à l'une ou l'autre des parties.